

GROUPE INFORMATION TRAVAIL INC.

ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCICE TERMINÉ

LE 30 JUIN 2022

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Rapport des auditeurs indépendants	
État des résultats	1
État de l'évolution de l'actif net	2
État des flux de trésorerie	3
État de la situation financière	4
Notes complémentaires	5-8

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux membres de **GROUPE INFORMATION TRAVAIL INC.**

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de GROUPE INFORMATION TRAVAIL INC., qui comprennent l'état de la situation financière au 30 juin 2022, les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joint donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de GROUPE INFORMATION TRAVAIL INC. au 30 juin 2022, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Desormeaux Patenaude Inc

Montréal,
Le 18 octobre 2022

DESORMEAUX PATENAUDE INC.
Par : **Jasmin Patenaude, CPA**

GROUPE INFORMATION TRAVAIL INC.

ÉTAT DES RÉSULTATS

Page 1

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2022

	2022	2021
PRODUITS		
Ententes de services		
Emploi-Québec	385 331 \$	418 070 \$
Services Canada	115 514	113 105
Contrats de services		
Brigade Peter-Mc-Gill	56 928	39 623
Brigade Milton Parc	58 894	54 966
Brigade Plateau-Mont-Royal	109 484	189 539
Ville de Montréal brigade PAQ	38 065	4 377
Direction des grands parcs et du verdissement	21 341	23 503
Contrat de service autres	41 125	38 552
Subventions		
Ville de Montréal - PAMI	19 800	14 446
Ville de Montréal - OBNL	-	698
Carrière été	2 800	7 037
Emploi Québec - PASS	4 800	6 600
Emploi Québec - Services aux entreprises	3 900	6 375
Plan d'action interministériel en itinérance	4 439	-
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	29 679	29 679
Autofinancement	56 323	71 256
Subvention	-	20 000
	<u>948 423</u>	<u>1 037 826</u>
CHARGES		
Salaires et charges sociales d'administration	434 100	430 139
Salaires et charges sociales des projets	333 632	356 246
Frais d'administration	132 501	123 763
Frais d'opération des projets	56 868	68 586
Amortissement des immobilisations	30 853	31 008
	<u>987 954</u>	<u>1 009 742</u>
RÉSULTAT NET	<u>(39 531)</u>	<u>28 084</u>

GROUPE INFORMATION TRAVAIL INC.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2022

Page 2

	2022			
	Non affecté	Affectations d'origine interne (note 3)	Investi en immobilisations	Total
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT	243 801 \$	50 000 \$	68 684 \$	362 485 \$
Résultat net	(38 357)	-	(1 174)	(39 531)
SOLDE DU FONDS À LA FIN	<u>205 444</u>	<u>50 000</u>	<u>67 510</u>	<u>322 954</u>
	2021			
	Non affecté	Affectations d'origine interne (note 3)	Investi en immobilisations	Total
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT	264 388 \$	- \$	70 013 \$	334 401 \$
Résultat net	29 413	-	(1 329)	28 084
Affectations d'origine interne	<u>(50 000)</u>	<u>50 000</u>	-	-
SOLDE DU FONDS À LA FIN	<u>243 801</u>	<u>50 000</u>	<u>68 684</u>	<u>362 485</u>

GROUPE INFORMATION TRAVAIL INC.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Page 3

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2022

	2022	2021
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultat net	(39 531) \$	28 084 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	30 853	31 008
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	(29 679)	(29 679)
	<u>(38 357)</u>	<u>29 413</u>
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement :		
Comptes clients et autres débiteurs	26 377	21 190
Frais payés d'avance	2 405	3 122
Comptes fournisseurs et autres créditeurs	22 546	(9 638)
Apports reportés	57 799	20 417
	<u>109 127</u>	<u>35 091</u>
	<u>70 770</u>	<u>64 504</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Variation du compte Avantage entreprise	(367)	(359)
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		
	70 403	64 145
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	<u>223 138</u>	<u>158 993</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	<u>293 541</u>	<u>223 138</u>

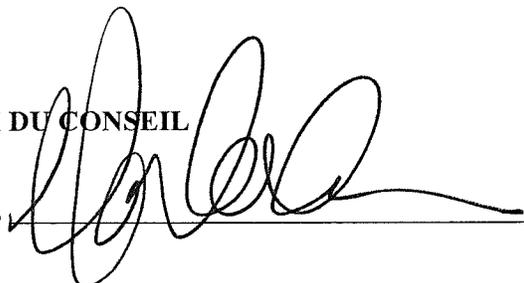
GROUPE INFORMATION TRAVAIL INC.ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 30 JUIN 2022

Page 4

	2022	2021
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	293 541 \$	223 138 \$
Compte avantage entreprise	119 986	119 619
Comptes clients et autres débiteurs (note 4)	42 236	68 613
Frais payés d'avance	24 309	26 714
	<u>480 072</u>	<u>438 084</u>
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (NOTE 5)	<u>461 979</u>	<u>492 832</u>
	<u>942 051</u>	<u>930 916</u>
PASSIF		
À court terme		
Comptes fournisseurs et autres créditeurs (note 7)	80 593	58 047
Apports reportés (note 8)	104 035	46 236
	<u>184 628</u>	<u>104 283</u>
À long terme		
Apports reportés liés aux immobilisations corporelles (note 9)	394 469	424 148
Prêt d'urgence du Canada (note 10)	40 000	40 000
	<u>434 469</u>	<u>464 148</u>
	<u>619 097</u>	<u>568 431</u>
ACTIF NET		
Non-affecté	205 444	243 801
Affectations d'origine interne (note 3)	50 000	50 000
Investi en immobilisations	67 510	68 684
	<u>322 954</u>	<u>362 485</u>
	<u>942 051</u>	<u>930 916</u>

SIGNÉ AU NOM DU CONSEIL

Un administrateur,



1. STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'organisme est une personne morale créée en vertu du Code civil du Québec, soit la Partie III de la Loi sur les Compagnies du Québec. Il est aussi enregistré à titre d'organisme de charité et est exempté de l'impôt sur les bénéfices.

Ses objectifs sont les suivants :

Favoriser l'entrée sur le marché du travail des itinérants de la région de Montréal.

Aider ces personnes en difficulté à résoudre leurs problèmes d'adaptation en milieu de travail, en offrant des services de formation, d'information, d'orientation, etc., et ce, à des fins purement sociales, charitables, artistiques, philanthropiques, etc., et sans intention pécuniaire pour ses membres.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Base de présentation des états financiers

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

Estimations de la direction

Pour dresser des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, la direction de l'organisme doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers ainsi que les notes afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que l'organisme pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des produits

Apports

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les apports affectés à l'acquisition d'immobilisations amortissables sont reportés et constatés aux résultats au même rythme que l'amortissement des immobilisations afférentes. Les apports affectés aux immobilisations non amortissables sont constatés à titre d'augmentation directe des actifs nets.

Contrats de service

Les contrats de service sont constatés au fur et à mesure que les services sont rendus. L'avancement des travaux est mesuré en fonction des heures travaillées.

Autofinancement

Les produits d'autofinancement sont constatés lorsqu'ils sont encaissés.

GROUPE INFORMATION TRAVAIL INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2022

Page 6

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie estimative respective selon la méthode et les durées indiquées ci-dessous :

	Méthode	Taux
Bâtiment	Amortissement linéaire	25 ans
Mobilier de bureau	Amortissement linéaire	10 ans
Équipement informatique	Amortissement linéaire	3 ans
Matériel roulant	Amortissement linéaire	5 ans

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires.

Instruments financiers

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur. Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement, à l'exception du compte épargne.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des comptes clients et des autres débiteurs. Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de la marge de crédit et des comptes fournisseurs et des autres créditeurs.

3. AFFECTATIONS D'ORIGINE INTERNE

Le conseil d'administration a décidé de transférer de l'actif net non-affecté au fonds d'affectations d'origine interne un montant de 50 000 \$. De ce montant, 15 000 \$ est affectés à la création d'un fonds de prévoyance associé à la copropriété, 5 000 \$ pour un fonds d'entretien général, 5 000 \$ à la planification stratégique, 2 500 \$ au membership, 2 500 \$ pour une ressource externe au recrutement et 20 000 \$ à la création d'un poste de chargé de projet aux plateaux de travail.

4. COMPTES CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

	2022	2021
Subventions à recevoir	5 420 \$	8 456 \$
Contrats de services	32 797	54 809
Taxes à la consommation	10	5 348
Autres débiteurs	4 009	-
	<u>42 236</u>	<u>68 613</u>

GROUPE INFORMATION TRAVAIL INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2022

Page 7

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2022			2021
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Terrain	50 200 \$	- \$	50 200 \$	50 200 \$
Bâtiment	720 975	309 196	411 779	440 618
Mobilier de bureau	21 664	21 664	-	2 014
Équipement informatique	91 278	91 278	-	-
Matériel roulant	39 762	39 762	-	-
	<u>923 879</u>	<u>461 900</u>	<u>461 979</u>	<u>492 832</u>

6. MARGE DE CRÉDIT

Au 30 juin 2022, l'organisme disposait d'une marge de 85 000 \$ renouvelable annuellement. Les montants prélevés portent intérêts au taux de 8,95 % l'an.

7. COMPTES FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

	2022	2021
Comptes fournisseurs	5 848 \$	6 124 \$
Salaires à payer	31 581	14 032
Vacances à payer	43 164	37 891
	<u>80 593</u>	<u>58 047</u>

8. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent des subventions qui, en vertu d'affectations d'origine externe, sont destinés à couvrir les charges d'activités de l'exercice subséquent.

Les variations survenues dans le solde de ces apports reportés pour l'exercice sont les suivantes :

	Solde 30 juin 2021	Octrois	Constatés à titre de produits	Solde 30 juin 2022
Desjardins Parc Milton	17 714 \$	104 035 \$	17 714 \$	104 035 \$
Services Canada SPLI/VCS	28 522	-	28 522	-
	<u>46 236</u>	<u>104 035</u>	<u>46 236</u>	<u>104 035</u>

GROUPE INFORMATION TRAVAIL INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2022

Page 8

9. APPORTS REPORTÉS LIÉS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les apports reportés afférents aux immobilisations corporelles représentent des subventions ayant servi à l'acquisition d'équipement informatique, de mobilier et d'équipement, d'amélioration locative et d'un logiciel.

	2022	2021
Solde au début	424 148 \$	453 827 \$
Amortissement de l'exercice	(29 679)	(29 679)
Solde à la fin	<u>394 469</u>	<u>424 148</u>

10. PRÊT D'URGENCE DU CANADA

Le prêt d'urgence du Canada est une aide gouvernementale octroyée aux entreprises et organismes canadiens afin de les supporter durant la pandémie COVID-19. Le prêt est sans intérêts jusqu'au 31 décembre 2023. Si le prêt est remboursé avant cette date, l'organisme pourra conserver une somme de 20 000 \$ sur les 60 000 \$ octroyés initialement. Un montant de 20 000 \$ a été reconnu en subvention au cours de l'exercice 2021.

11. ENGAGEMENT CONTRACTUEL

L'organisme s'est engagé en vertu d'un bail pour ses locaux jusqu'au 31 mars 2024. Le montant des versements minimums exigibles à effectuer s'élève à 33 336 \$ taxes en sus. Les versements pour les deux prochains exercices sont les suivants :

2023	15 948 \$
2024	17 388

12. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'un débiteur ne s'acquitte pas de ses obligations. L'organisme est exposé au risque de crédit relativement aux actifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière. L'organisme a déterminé que les actifs financiers l'exposant davantage au risque de crédit sont l'encaisse, les comptes clients et autres créances (excluant les taxes de vente) et les apports à recevoir étant donné que le manquement d'une de ces parties à ses obligations pourrait entraîner des pertes financières importantes pour l'organisme.